



**Palais de l'Élysée**  
**Monsieur le Président de la**  
**République**  
**Emmanuel Macron**  
55 rue du Faubourg Saint-Honoré  
75008 Paris

Les Lilas le 22 novembre 2018

Monsieur le Président de la République,

A la fois dépositaire et garante de l'intérêt général, la Fonction publique incarne et met en œuvre les valeurs qui sont celles de la devise de la République. Et c'est au nom de l'intérêt général, de la volonté que toutes et tous doivent pouvoir accéder aux droits fondamentaux, que la Fonction publique assure une grande partie du service public sans se borner aux seules fonctions régaliennes de l'État. Dans chacun de ses versants, État, territorial ou hospitalier, c'est près de 5,5 millions d'agent-es (soit 20 % de l'emploi total du pays) qui, au quotidien, assurent aux citoyen-ne-s la permanence, la proximité, l'égalité de traitement, la continuité et l'accessibilité du service public. Éducation, santé, contrôle, protection, justice, culture, aménagement du territoire, entretien des biens publics, investissement dans des structures collectives, redistribution d'une part importante de la richesse nationale... sont aussi des conditions essentielles de la vitalité et du développement social et économique du pays.

La FSU considère ainsi que la Fonction publique est un atout dans notre société du XXI<sup>ème</sup> siècle. Moderne et dynamique, elle est essentielle pour préparer l'avenir. Car la Fonction publique sait adapter son action. Partout, dès qu'un défi lui a été lancé, les agent-es ont su le relever.

Mais alors que se prépare le projet de loi réformant la Fonction publique, la FSU tient à vous alerter sur des orientations de votre gouvernement qui ne sont pas porteuses d'avenir pour la Fonction publique et ses agent-es.

De nombreuses déclarations et décisions, faisant suites à CAP22, visent à réduire le périmètre de l'action publique. Or, à chaque réduction du périmètre des missions, l'accès aux droits d'un grand nombre de nos concitoyen-ne-s en est d'autant plus affecté. Sans compter les surcoûts liés aux différents modes d'externalisation, de privatisation de missions de services publics. Le budget 2019 illustre cette volonté de diminuer le rôle de l'État en prévoyant de supprimer des emplois alors que tant de besoins sont encore à satisfaire : mise sous pression des collectivités territoriales, suppressions de postes à l'Éducation nationale alors que les effectifs des élèves augmentent, au ministère des comptes publics, du travail, de la cohésion des territoires, à Jeunesse et Sports, dans les services déconcentrés de l'Etat... Les 120 000 suppressions d'emplois prévues à l'État comme à la Territoriale porteront un mauvais coup

aux conditions de vie de chacun et chacune. Cela contribuera aussi à dégrader les conditions de travail des agent-es publics.

Il n'y a pas de services aux publics, il n'y a pas de cohésion sociale sur le territoire sans des agent-es en nombre suffisant et formés pour l'assurer. Or, les effectifs de la Fonction publique ne peuvent plus être aujourd'hui rognés sans mettre en péril les missions dues aux usager-es.

Quant aux agent-es, ils se sentent désavoués dans leurs missions par de tels choix mais aussi par ceux développés dans le document d'orientations gouvernementales du 9 avril dernier *Refonder le contrat social avec les agents publics* qui tourne le dos aux principes mêmes du statut de la Fonction publique : recours accru au contrat contre le recrutement par concours, individualisation des rémunérations à l'inverse d'une reconnaissance de toutes et tous les agent-es, affaiblissement du dialogue social... Cela ne les conforte pas dans leurs métiers ni dans leur engagement professionnel quotidien et dénature le sens de leurs missions.

Les agent-es de la Fonction publique veulent aujourd'hui être mieux reconnus. Ils ont à cœur le bon fonctionnement des services et sont les premiers à permettre à la Fonction publique de s'adapter à toutes les évolutions et de répondre à tous les besoins de la population.

Monsieur le Président de la République, c'est sur eux qu'il faut aujourd'hui compter pour développer les services et assurer l'avenir de la Fonction publique. C'est pourquoi la FSU demande l'ouverture de discussions qui portent la nécessité d'un réel dialogue social fondé sur le recrutement, la formation, un meilleur accompagnement des agent-es et un pilotage moins « vertical » des services... Les nombreuses réunions qui ont lieu aujourd'hui dans le cadre de l'agenda social ne permettent pas d'aborder nos propositions syndicales.

A la veille d'une nouvelle loi sur la Fonction publique, il est grand temps d'établir un dialogue social de qualité si vous souhaitez réellement faire œuvre de réconciliation avec les agent-es. A un moment où la Fonction publique semble à la croisée des chemins, la FSU est disponible pour nourrir tout échange ou discussions que vous jugeriez utiles.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président de la République, en l'expression de mes salutations respectueuses.

***Bernadette Groison***  
***Secrétaire Générale de la FSU***